

**Théâtre :**  
**Ricard est le Richard de Haentjens**  
Page E 1



**Le voyage passionnant de journalistes pionnières** Page F 1



**La pulvérisation de la cité de Nimroud choque** Page C 7



www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CVI N° 49

LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 MARS 2015

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

**Tous les jours contre le sexisme !**



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Il est ordinaire, et si ordinaire qu'on en est venu à ne plus le voir et à le banaliser, ce qui en fait un ennemi tenace et bien incrusté dans le quotidien. Après les hautes luttes féministes, haro sur le « sexisme ordinaire », petite bataille de tous les jours pour goûter — enfin! — un semblant d'égalité.

SOPHIE CHARTIER  
MARIE-PIER FRAPPIER

**S**imone, chère Simone de Beauvoir, depuis que tu as publié ta première « Chronique du sexisme ordinaire » dans les pages des *Temps modernes* en 1973, des choses ont changé, mais pas tant que ça, finalement. Si tu étais toujours des

nôtes, tu ferais sûrement partie d'un groupe de féministes sur Facebook, tu dénoncerais les publicités sexistes sur ton compte Twitter et tu t'insurgerais contre le fait que tes copines sont encore bien souvent soumises à la plupart des tâches domestiques. Désolées Simone, le sexisme ordinaire n'est pas encore disparu.

VOIR PAGE A 10 : SEXISME

**Pour réfléchir sur le 8 mars**

Tous les textes de notre dossier sur le sexisme ordinaire Pages A 4, A 5 et A 6

Rien d'innocent, l'éditorial de Josée Boileau Page B 4

La philosophie est-elle masculine? Page B 6

L'Inexplicable retard de l'autre moitié, une chronique d'Éric Desrosiers. Page C 2

## Guerre ouverte au CHUM

Les dirigeants du mégahôpital démissionnent en bloc et accusent Barrette

MARCO FORTIER  
MARCO BÉLAIR-CIRINO

**L**e plus grand hôpital de l'histoire du Québec est en pleine crise. Plusieurs membres du conseil d'administration du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) ont démissionné à leur tour vendredi après le départ fracassant du président et du directeur général de l'établissement, qui ont dénoncé « l'ingérence » et le « chantage » du ministre Gaétan Barrette.

Cette série de démissions en haut lieu a plongé le mégahôpital de 772 lits et 2 milliards de dollars — qui est en pleine construction — dans une tourmente sans précédent. Un bras de fer entre le ministre Barrette et la direction du CHUM est à l'origine de la tempête.

Le ministre de la Santé a été critiqué de toutes parts vendredi pour s'être immiscé dans le processus de nomination du directeur du département de chirurgie du CHUM. Le D<sup>r</sup> Barrette a reconnu être intervenu pour faire bloquer la nomination d'un candidat — qu'il n'a pas nommé — qui était « lié à une enquête policière », selon lui. Le ministre a aussi soutenu la nomination d'un autre candidat, le D<sup>r</sup> Patrick Harris, qui est appuyé par au moins 67 des 105 chirurgiens du CHUM.

**Questions de gouvernance**

Cette intervention du ministre Barrette est au cœur d'une crise qui agite non seulement le CHUM, mais tout le réseau de la santé: le projet de loi 10 accorde des pouvoirs exceptionnels au ministre de la Santé, qui pourra désormais nommer les gestionnaires des hôpitaux et des autres structures du système. Cette concentration des pouvoirs entre les mains du ministre fait craindre

VOIR PAGE A 10 : CHUM

**Lire aussi** De très gros sabots. Un éditorial de Bernard Descôteaux. Page B 4

**AUJOURD'HUI**

**Économie** Rendement contre bonne conscience. Les pétroliers tentent de rapatrier les investisseurs. Page C 1

**Changeement d'heure** À vos montres, cadrons et autres coucoucs! Le Québec passe à l'heure avancée de l'Est à 2h dans la nuit de samedi à dimanche.



Avis légaux.....	C 6
Carrières.....	C 5
Décès.....	C 8
Mots croisés.....	D 6
Petites annonces.....	C 8
Sudoku.....	D 4



## AIRBNB Québec s'en charge... mais le dernier mot va aux villes

Les hôtes inscrits sur le site d'hébergement Airbnb auront beau tenter de se conformer auprès de Québec, ils se heurteront toujours aux restrictions municipales. Le ministère du Tourisme est clair: c'est le règlement de zonage qui prime.

ISABELLE PORTER  
à Québec

**L**ynda Pageau pensait qu'Airbnb lui avait sauvé la vie. L'immeuble à logements qu'elle avait acquis dans le quartier Saint-Jean-Baptiste a de graves vices cachés qui lui coûtent une fortune à réparer. Pas moins de 200 000\$ depuis 2013.

« Je me suis inscrite sur Airbnb parce que les locataires standards n'étaient pas assez rentables pour

payer la bâtisse, raconte-t-elle. Dès le lendemain, j'avais une réservation! J'étais vraiment contente. J'ai commencé en août dernier et je venais à bout de rentabiliser mes affaires avec ça. Mais j'aurais pu m'informer des lois un peu plus... Je ne l'ai pas fait. Je me sortais la tête de l'eau et j'étais soulagée. »

C'était trop beau pour être vrai. M<sup>me</sup> Pageau reçoit un avis d'infraction de Tourisme Québec pour hébergement illégal. On la somme de se conformer à la loi ou de cesser ses activités. Les amendes font peur (de 750\$ à 2250\$ par jour de fonctionnement et, en cas de récidive, jusqu'à 6750\$).

Conquise au modèle Airbnb, elle se renseigne pour régulariser sa situation. Elle décide de demander

VOIR PAGE A 10 : AIRBNB



VIVIEN KILLILEA/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/AGENCE FRANCE-PRESSE  
Les démarches auprès du ministère sont vaines si le zonage ne suit pas.

**FIGURES MARQUANTES de notre histoire**

# Marie-Victorin

et les piliers de la recherche scientifique

Invité: Yves Gingras, historien    Animateur: Éric Bédard, historien

Auditorium de la Grande Bibliothèque, 10 mars 2015, 19 h




## ACTUALITÉS

PARIS-CLIMAT

## L'UE veut réduire ses émissions de 40 %

Bruxelles — L'Union européenne a adopté vendredi sa contribution pour la conférence de Paris sur le climat, avec un engagement de réduire d'ici à 2030 d'au moins 40% ses émissions de gaz à effet de serre, par rapport à 1990.

« Il y a un accord, mais ça n'a pas été une mince affaire », a déclaré le commissaire européen responsable du Climat, Miguel Arias Canete, à l'issue d'une réunion avec les ministres de l'Environnement de l'UE à Bruxelles. « L'Europe est le premier continent à déposer

sa contribution, comme cela a été demandé par les Nations unies », s'est félicitée la ministre française, Ségolène Royal.

L'offre de l'UE, qui est responsable de 9% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, a été envoyée au secrétariat de l'ONU, a précisé M. Canete.

Les ministres se sont mis d'accord sur « la liste de toutes les actions concrètes et de tous les secteurs économiques concernés par cet effort », a expliqué M<sup>me</sup> Royal. La liste détaille les gaz à effet de serre pris en compte, énonce les secteurs

industriels et comprend l'agriculture et les déchets. « Ce n'était pas du tout évident », a souligné la ministre française.

L'Irlande a bataillé pour obtenir que les émissions des terres et des forêts soient incluses dans l'offre de l'UE. Cette disposition est critiquée par les écologistes. « Les émissions de LULUCF [utilisation des terres et des forêts] ne doivent pas être comptabilisées dans les objectifs de réduction des pays, car cela signifierait diminuer de 4% des objectifs de réduction déjà bas », s'est

insurgé l'eurodéputé vert français Yannick Jadot.

« Un pas très important a été franchi sur la route de Paris Climat », a estimé M<sup>me</sup> Royal. « L'Europe a pris ses responsabilités. Elle peut entraîner le reste du monde », a-t-elle affirmé.

Les gouvernements engagés dans les négociations internationales se sont fixés depuis 2009 l'objectif de contenir l'élévation de la température mondiale à 2 degrés d'ici la fin du siècle par rapport aux niveaux d'avant la révolution industrielle.

Les pays « en mesure de le

faire » doivent annoncer leur engagement, appelé « contribution nationale », avant le 31 mars. L'accord cherché pour la conférence de Paris, prévue en décembre, « ne doit pas être au rabais », a affirmé M<sup>me</sup> Royal.

Les États-Unis, qui représentent 12% des émissions mondiales, ont annoncé leur intention de les réduire de 26 à 28% en 2025 par rapport à leur niveau de 2005. La Chine, responsable de 25% des émissions, promet de les stabiliser en 2030.

Aucun des trois grands émetteurs ne prend la même date de référence, ce qui pose un problème pour comparer les efforts, souligne la Commission européenne.

« Je souhaite qu'il n'y ait pas de procès d'intention fait à tel

ou tel pays. Les États-Unis ont fait des déclarations sur leur ambition au regard de leur responsabilité dans le réchauffement climatique. Attendons les contributions écrites pour voir si elles sont suffisamment précises [...] », a insisté Ségolène Royal.

« La première contribution écrite, et la seule pour l'instant, est celle de l'Union européenne. Nous espérons qu'elle va faire des émules », a-t-elle ajouté.

La base de l'engagement de l'UE est constituée par le paquet climat-énergie adopté en 2008, avec l'engagement contraignant de l'UE pour 2020 de réduire ses émissions de 20% par rapport à leurs niveaux de 1990. Cet objectif est pratiquement atteint.

Agence France-Presse

AIRFRANCE



LA FRANCE EST DANS L'AIR



OUI À LA HAUTE CUISINE

Dégustez des menus élaborés par de grands chefs français étoilés, accompagnés d'une sélection des meilleurs champagnes, vins et fromages.

# ACTUALITÉS



FRED CHARTRAND LE DEVOIR

Le commissaire de la GRC, Bob Paulson, s'est présenté vendredi matin devant un comité parlementaire avec la vidéo de Michael Zehaf-Bibeau. Le Comité permanent de la sécurité publique et nationale avait réclamé de voir cet enregistrement.

## Un comité parlementaire visionne le message enregistré par Zehaf-Bibeau

LINA DIB  
à Ottawa

Michael Zehaf-Bibeau s'est installé dans sa voiture pour enregistrer une courte vidéo quelques minutes avant d'assassiner le militaire Nathan Cirillo et d'attaquer le parlement, le 22 octobre dernier à Ottawa.

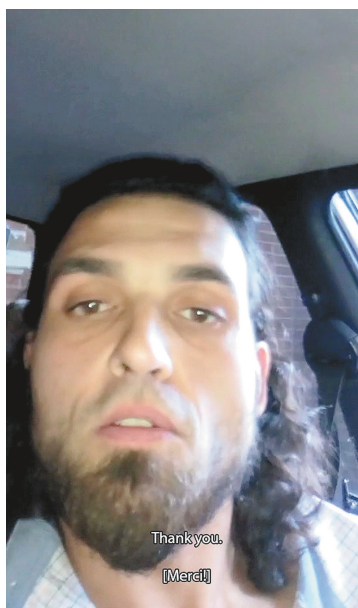
L'homme regarde directement la caméra de son téléphone et, en anglais, reproche au Canada d'envoyer ses militaires dans des pays musulmans.

C'est sur ce court enregistrement d'à peine une minute que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), Bob Paulson, se base pour dire, sans équivoque, que l'homme était un terroriste.

Le commissaire Paulson s'est présenté vendredi matin devant un comité parlementaire avec la vidéo. Le Comité permanent de la sécurité publique et nationale avait réclamé de voir cet enregistrement. La GRC en a enlevé 18 secondes, 13 au début et 5 à la fin. Le commissaire n'a pas voulu expliquer les raisons du montage.

L'extrait montré aux parlementaires commence donc par ces mots: «A ceux qui sont impliqués et regardent cette vidéo, ceci est en représailles pour l'Afghanistan et aussi parce que Harper a décidé d'envoyer ses troupes en Irak.»

«Je vais juste cibler quelques-uns de vos soldats, juste pour démontrer que vous n'êtes aucunement en sécurité dans votre propre pays. Vous devriez



LA PRESSE CANADIENNE/HO-GRC

Dans la vidéo filmée dans sa voiture, Michael Zehaf-Bibeau regarde directement la caméra de son téléphone.

faire attention», poursuit l'homme qui semble calme.

Parfois, il cherche ses mots; d'autres fois, il récite des phrases toutes faites.

«Nous n'arrêterons pas jusqu'à ce que vous décidiez d'être un pays paisible et que vous vous occupiez de vos propres affaires, que vous arrêtiez d'aller attaquer et envahir d'autres pays et tuer nos plus vertueux qui essayent de rétablir la loi de Dieu dans nos pays», ajoute-t-il, avant de conclure par un «merci».

La vidéo arrête abruptement, la GRC ne montrant pas les cinq dernières secondes

de l'enregistrement.

M. Paulson a révélé qu'aucune trace de drogue ou d'alcool n'avait été décelée au moment de l'autopsie de Zehaf-Bibeau, tué par les services de sécurité du parlement, quelques minutes après s'être introduit dans un édifice parlementaire, le matin du mercredi 22 octobre.

Le commissaire Paulson rappelle que la GRC poursuit son enquête et que quiconque aurait aidé ou facilité les gestes de Zehaf-Bibeau serait accusé de terrorisme.

«Quiconque l'a aidé, conseillé ou encouragé à perpétrer ces crimes ou a comploté avec lui à cette fin est aussi, à notre avis, un terroriste», a martelé le commissaire.

«Il nous importe peu, à nous ou à notre enquête, de savoir quel genre de terroriste Zehaf-Bibeau était ou s'il était un terroriste particulièrement intelligent ou sophistiqué ou discipliné», a insisté le dirigeant de la GRC. Le commissaire est convaincu que l'homme a été influencé «dans un sens criminel» par d'autres, même s'il ne faisait pas partie d'un réseau. Son service de police continue donc de traquer ces «autres».

### Le projet de loi C-51

M. Paulson a donné quelques détails sur l'enquête qui se poursuit. Ainsi, on n'a toujours pas trouvé d'où venait le fusil utilisé par Zehaf-Bibeau. La GRC fera circuler une photo de l'arme, «qui semble unique», en espérant que quelqu'un la reconnaîtra.

Le visionnement de cette

vidéo s'est fait au même comité qui étudie le projet de loi antiterroriste du gouvernement. Le comité parlementaire commencera à entendre des témoins la semaine prochaine. Le gouvernement conservateur présente ce projet de loi comme la réponse aux attaques d'octobre contre les militaires d'Ottawa et de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le commissaire Paulson mesurait donc le poids politique que pourrait avoir sa décision d'obtempérer maintenant à la demande des parlementaires de voir la vidéo.

«La diffusion de cette vidéo pourrait apparaître comme une tentative d'influencer cette démarche», a-t-il dit, faisant référence à l'étude du projet de loi C-51. «Je tiens à vous assurer que ce n'est pas mon intention. La vidéo parle d'elle-même», a assuré M. Paulson.

Quelques minutes après la séance du comité, le bureau du ministre fédéral de la Sécurité publique, Steven Blaney, diffusait un communiqué lui attribuant une courte déclaration.

«Cette vidéo nous rappelle malheureusement que les Canadiens doivent rester vigilants, car la menace du terrorisme est une réalité, au Canada et à l'étranger», pouvait-on lire. Et le ministre d'enchaîner: «Le premier devoir d'un gouvernement est de protéger ses citoyens. C'est pourquoi nous avons déposé la Loi antiterroriste de 2015.»

La Presse canadienne

## TRANSCANADA

# Transports Québec retire sa demande de participation aux audiences de l'ONE

Seul le MERN représentera le gouvernement

ALEXANDRE SHIELDS

Même s'il redoute plusieurs impacts pour le réseau routier québécois liés à la construction et à l'exploitation du pipeline de TransCanada, le ministère des Transports ne participera pas aux audiences de l'Office national de l'Énergie. Il compte retirer sa demande formelle pourtant déjà déposée, a appris *Le Devoir*. Seul le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles représentera le gouvernement du Québec.

Un porte-parole a confirmé vendredi que le ministère des Transports (MTQ), qui aura

fluidité de la circulation et la sécurité des usagers» lors de la phase de construction.

Le ministère fait également état de «contraintes importantes» pour l'entretien dans les secteurs touchés une fois qu'Énergie Est sera en exploitation. À partir de ce moment, Québec sera d'ailleurs forcé de «partager les risques» avec TransCanada aux endroits où passera le pipeline.

Qui plus est, rappelle le MTQ dans sa demande, «l'installation longitudinale d'un oléoduc n'est pas permise dans une emprise autoroutière selon la norme sur les services publics». Une telle

Le MTQ appréhende des problèmes pour le réseau routier, dont «un impact sur la fluidité de la circulation et la sécurité des usagers»

situation «imposerait des contraintes importantes au MTQ, entre autres, dans le cadre des activités d'entretien courant et périodique de l'emprise et de ses projets futurs en vue de l'accroissement constant des usagers».

Or, «le MTQ craint d'être sollicité par les producteurs agricoles et forestiers, les municipalités, etc., pour permettre l'installation longitudinale à l'intérieur de l'emprise». Il est vrai que

selon le tracé présenté par TransCanada, le pipeline longera déjà de près l'autoroute 40. Est-ce que cela signifie que le gouvernement du Québec devra modifier les normes en vigueur au MTQ pour accommoder les promoteurs du pipeline? Le MTQ n'a pas répondu à cette question du *Devoir*.

Les représentations du gouvernement du Québec auprès de l'ONE seront de toute façon confiées au MERN. À la section «représentant autorisé» de la demande de participation aux audiences présentées par Québec, on retrouve d'ailleurs uniquement des représentants du MERN. Il n'y a, par exemple, aucun représentant du ministère de l'Environnement.

La demande ne mentionne pas non plus l'intention du gouvernement de mener une étude environnementale québécoise du plus important projet de pipeline en Amérique du Nord. Le ministère de l'Environnement a toutefois réitéré vendredi qu'une telle évaluation est toujours prévue. Celle-ci est promise depuis près de 10 mois. Mais le gouvernement n'a toujours pas reçu l'«avis de projet» de TransCanada. Le processus est donc bloqué.

Le Devoir

## Coopération franco-québécoise contre le djihadisme

La France et le Québec sont engagés dans une «nouvelle coopération» contre le djihadisme et la radicalisation.

Les premiers ministres Philippe Couillard et Manuel Valls l'ont assuré vendredi lors d'une conférence de presse conjointe à l'hôtel Matignon, à l'issue des 18<sup>es</sup> «rencontres alternées» entre les chefs des gouvernements québécois et français. Cette volonté affichée de s'unir dans la «contre-radicalisation» ne figure pas dans le «relevé de décisions» qui annonce les prochains thèmes de la coopération France-Québec. Mais les deux hommes ont affirmé que la sécurité était pour eux un «enjeu majeur».

«Nos gouvernements, nos services, doivent collaborer de façon constante, a déclaré M. Couillard. C'est la responsabilité primordiale des États d'assurer la sécurité de leurs

citoyens. Nous sommes contents d'être engagés avec la France dans une nouvelle collaboration encore plus forte en cette matière.»

«Nous sommes face à un défi majeur pour nos sociétés. Le Québec et la France appréhendent ensemble, avec détermination», a poursuivi M. Valls, en évoquant un «savoir-faire québécois» qui pourrait être «particulièrement utile».

La ministre de la Sécurité publique, Lise Thériault, doit rencontrer le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour discuter de ce dossier. Le premier ministre Couillard annonce qu'il y aura «effectivement des accords» dans la foulée pour encadrer cette nouvelle coopération, tout en soulignant qu'il y a déjà «beaucoup de collaboration qui existe», notamment en ce qui concerne la surveillance des réseaux djihadistes sur Internet.



## SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ

**Carlos Otero**  
Massothérapeute Agréé FQM  
FQM Certified Massage Therapist

SERVICES OFFERTS	PROBLÈMES RÉCURRENTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Massage suédois</li> <li>• Massage clinique de l'abdomen</li> <li>• Thérapie sacro-crânienne intégrée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Migraines</li> <li>• Tendinites</li> <li>• Mal de dos</li> <li>• Stress et tension générale ou spécifique</li> <li>• Problèmes de sciatique</li> </ul>

\*\*\* Reçus d'assurances disponibles \*\*\*

**Carlos Otero | Massothérapeute Agréé FQM**  
Centre Médical Westmount | Métro Vendôme | 514.503.7726

Pour annoncer, communiquez avec Evelynne De Varennes  
au 514.985.3454 ou edevarennes@ledevoir.com

Sondage Léger Marketing : centres et cliniques capillaires  
Prix d'excellence Lauréat 2015 attribué à Clinique Santé Capillaire

**Perte de cheveux**  
Problèmes chroniques de santé et de stress

Le choix a été l'unique vraie clinique capillaire professionnelle reconnue avec méthode naturelle à Montréal.

514 289-9762

Micheline Grimard infirmière, naturopathe  
En formation continue, 50 ans d'expérience en santé en 2015.

**Le CSC : Clinique Santé Capillaire**  
C'est un Concept Santé Complet... pour vous

[www.cliniquesantecapillaire.com](http://www.cliniquesantecapillaire.com)

# TOUS LES JOURS CONTRE LE SEXISME



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Des blagues juste pour rire ?

### De la féministe à la mère, en passant par Hillary Clinton et la princesse, le sexisme ordinaire vu par des jeunes

MARIE-PIER FRAPPIER

Alexandre Comeau, professeur de philosophie au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, a décidé d'aborder le féminisme dans trois cours cette année. Certains se sont un peu rebiffés avant: «*Pourquoi des notions de féminisme en 2015, Monsieur?*» Et pourtant, l'initiation était plutôt anodine. Analyser dans le dictionnaire les mots mère/père, princesse/prince, fille/garçon. Pour *Le Petit Robert*, «*filles*» est synonyme de «*princesse*», «*nunuche*», «*prostituée*»,... «*Les équipes ne remarquent pas la charge sémantique des mots, nous écrit Comeau. La plupart semblent étonnés; ils n'avaient pas vu ou pas compris la portée des mots. La tradition et la culture reviennent comme déterminants. Assez peu le sexisme ordinaire, comme si ça appartenait surtout au passé.*»



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Charles Lesage, Benjamin Herrera et Christopher Lu, étudiants au collège Jean-de-Brébeuf à Montréal.

Le Devoir a interrogé d'autres étudiants pour savoir ce qu'ils en pensent. «*Je ne dirais pas que le sexisme est une chose du passé, mais il y a une conscientisation qui se développe et une réserve se crée*», dit Benjamin Herrera, 19 ans, étudiant au collège Jean-de-Brébeuf à Montréal.

Seus deux collègues renchérisent. «*C'est pas tout noir ou tout blanc, c'est pas juste du slut-shaming! J'ai de la misère à voir des exemples précis de ça dans la vie de tous les jours. J'imagine qu'il y a de quoi, un regard condescendant, un petit peu de jugement, mais pas des trucs vraiment flagrants, sans gêne, complètement sexistes!*», insiste Charles Lesage, 18 ans.

**Blagues et insultes**

«*Banal*», «*pernicieux*», «*caché*» sont des mots qui reviennent souvent dans la bouche des trois jeunes hommes pour parler de sexisme. De même, ils avouent que, dans certains milieux cotoyés, surtout sportifs, les blagues et les insultes sexistes fusent.

«*On fait des simulations de l'ONU au collège et nous devons tous faire des discours, raconte Christopher Lu. Mais, souvent, quand les filles vont prendre la parole, on aura tendance à dire qu'elles sont plus bichy ou plus bossy, et les gars ont moins tendance à les écouter.* Et ce comportement vaut pour leurs professeurs, avouent-ils tous les trois.

Quelques détours par Hillary Clinton, Margaret Thatcher, Pauline Marois et finalement par les réseaux sociaux, où les femmes qui mettent en valeur leur corps se font beaucoup critiquer, selon eux. Puis on revient aux blagues, qu'il s'imposent comme comportement sexiste dans leur milieu.

«*On joue sur les stéréotypes, mais c'est pas insultant. Quand c'est super évident que c'est pas vrai, c'est pas choquant, il me semble*», dit Charles. Benjamin n'est pas d'accord: «*Il n'y a pas beaucoup de blagues racistes qui sont réellement racistes, tandis que les blagues sur les filles, j'ai l'impression qu'il y en a davantage qui portent un fond de vérité.*»

Charles revient sur le point un peu plus tard: «*Quand une de nos profs se met à nous parler de féminisme, on va avoir des petits tressaillements de rire. [...] Mais si un prof nous parle de son ethnologie, d'où il vient, là on va prendre ça au sérieux, c'est moins risible, plus sérieux, ça vient du fond du cœur... tandis que l'autre, avec son féminisme...*»

Et dans votre famille, les gars? Pour Benjamin, sa mère «*est une femme forte, un modèle qui a monté les échelons et qui est capable d'élever sa famille... je la respecte beaucoup*». Christopher, lui, estime que si son père était resté à la maison, il aurait moins vu comme un exemple. «*Ma mère est une héroïne parce qu'elle a laissé son travail là [haut placé] pour moi et mon frère.*»

**Dans les corridors de l'université**

D'autres réponses nous sont données dans les corridors de l'UQAM. Pour Sophie Rioux, née en 1992 d'un papa au foyer et d'une maman féministe, beaucoup d'hommes «*se disent profeministes, mais réagissent quand même fort quand ils se font remettre en question sur leurs privilèges*». Elle nous parle de *mansplaining*\*\* et de la difficile écoute de ses points de vue lorsqu'elle s'exprime avec des collègues masculins.

Mais l'étudiante n'est pas tendre envers le comportement de certaines filles dans le mi-

lieu universitaire: «*Les filles se sexualisent, c'est leur seule manière d'entrer en contact avec des hommes. Ce n'est pas une sexualité d'émancipation, mais de la compétition entre filles pour l'attention des quelques hommes.*»

Comme le sexisme ordinaire se manifeste pour elle dans des «*comportements de domination*», il est important de ne pas se cantonner aux luttes féministes afin de s'investir dans tous les milieux «*pour les dénoncer*».

Pour Gabriel Cotte, étudiant en histoire, le sexisme ordinaire se manifeste souvent quand l'homme prend la parole et aborde un couple. Comme il a beaucoup travaillé en restauration, il abonde aussi en exemples dans ce domaine. Il nous parle de ses comportements d'avant sa confrontation dans le milieu militant. «*Je n'étais pas stupide, pas foncièrement méchant envers les femmes... C'était juste une espèce d'absence de raisonnement à ce sujet.*»

Et qu'est-ce qui a changé, depuis, de plus flagrant? «*Impossible que moi et mes frères restions assis à la table pendant que ma mère est à la cuisine ou nous sert.*»

Avec Sophie Chartier et Nadia Koromylova  
Le Devoir

\* Le *slut-shaming* («*humiliation des salopes*») consiste à faire se sentir coupable ou inférieure une femme dont l'attitude ou l'aspect physique est jugé provocant.

\*\* Le terme *mansplaining* est formé des mots anglais *man* (homme) et *explain* (qui explique). Il désigne le comportement d'un homme qui dit à une femme comment faire quelque chose qu'elle sait déjà faire, ou pourquoi elle a tort à propos d'un sujet (qu'elle maîtrise bien).



BRIGITTE GRÉZY

### L'expérience sexismeordinaire.com en France

Pour Brigitte Grézy, inspectrice générale des affaires sociales depuis 2006 en France, tout a commencé par une histoire de lapin. C'était le mot dont la gratification régulière ment ses collègues de la fonction publique... en lui reprochant souvent, du même coup, d'avoir «*sacrifié sa carrière*» et «*délaissé son mari*».

Dès qu'elle aborde les femmes ou l'égalité, on se moque d'elle. Son combat commence alors contre les «*discriminations doucereuses*» et exulte dans son *Petit traité contre le sexisme ordinaire* (Albin Michel), paru en 2009.

Elle décide ensuite de lancer le site *Web sexismeordinaire.com* pour inviter les femmes à rendre compte de leurs expériences de sexisme ordinaire, qu'elle qualifie d'«*insidieuses*», «*invisibles*» et indétectables. Son but? Rendre compte aussi des «*effets dévastateurs sur l'estime d'une femme*» de ces comportements, «*surtout [qu'il n'existe aucune loi qui permette de s'en protéger, contrairement à la discrimination]*».

Pour en savoir plus: [sexismeordinaire.com](http://sexismeordinaire.com).

## La banalisation de la discrimination au quotidien

Pour mieux comprendre le phénomène du sexisme ordinaire, *Le Devoir* a interrogé des femmes qui ont des idées très précises et des définitions plus explicites d'un concept qui semble flou d'emblée. Le principe est simple: trois questions, des réponses plurielles.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-PIER FRAPPIER

Qu'est-ce que le sexisme ordinaire pour vous et quelles sont ses manifestations les plus flagrantes en 2015?

«*Comme la formule le laisse entendre, le sexisme ordinaire fait partie intégrante du quotidien (comme le racisme ordinaire, au demeurant). C'est notamment une façon d'appréhender l'autre selon les idées reçues concernant son sexe ou selon ce qu'on attend du comportement d'une personne de ce sexe.*»

«*Exemples: toutes les fois qu'on se permet des commentaires sur le physique d'une personne dans les médias. On le fait beaucoup plus au sujet des femmes que des hommes. Dit-on d'un humoriste qu'il a un charmant sourire ou que ses cheveux blonds flottent au vent? À cet égard, l'émission *Quel âge me donnez-vous?* est championne toutes catégories.*»

«*On a vraiment tout, là. Toutes les fois où, machinalement, on se demande si une fille pourrait faire aussi bien le travail qu'un gars. Cela arrive beaucoup plus souvent qu'on pense, encore aujourd'hui.*»

Lucie Joubert, professeure au Département de français à l'Université d'Ottawa

les femmes à s'épiler les jambes, mais la très grande majorité le fait parce que les poils ne seraient pas féminins. Pourtant, ils poussent sur notre corps aussi...»

Lori Saint-Martin, professeure au Département d'études littéraires à l'UQAM

«*C'est une forme de discrimination vécue par les femmes de manière continue. C'est une forme de sexisme moins souvent prise en considération parce qu'elle n'est pas spectaculaire.*»

«*C'est là, selon moi, que réside l'aspect le plus pernicieux du sexisme ordinaire de nos jours: son aspect peu flagrant pour les personnes qui ne le vivent pas. Pourtant, subir constamment de petites attaques peut être extrêmement destructeur.*»

Roxane Noël, étudiante au baccalauréat en philosophie à l'UQAM

«*Le sexisme ordinaire, c'est une quantité infinie de petits incidents, de petits gestes, de petites remarques, qui, pris ensemble, vont toujours dans le même sens: celui de maintenir certains privilèges masculins et de garder fermement en place une idée de ce que sont, ou devraient être, les hommes et les femmes. [...]*»

«*On a du mal à dénoncer ces petites oppressions justement parce que chacune paraît infime: on est accusée de faire tout un plat pour rien, de se laisser obséder par des détails. Mais nos vies sont faites de détails. [...] Personne n'oblige*

«*Le sexisme ordinaire est tellement présent qu'on en vient à le trouver normal*»

Camille Robert, militante, féministe et étudiante à l'UQAM

objections, comme s'ils ne les considéraient pas vraiment.

«*Or, lorsque j'vois ces hommes débattre avec d'autres hommes, j'observe qu'ils n'agissent pas ainsi. C'est extrêmement frustrant, au quotidien, de sentir que mon genre fait en sorte que je ne suis pas prise autant au sérieux que mes collègues masculins.*»

Roxane Noël

«*Aujourd'hui, dans l'avion, le voisin de siège de ma voisine s'assoit les jambes largement ouvertes, prenant tout son espace et empiétant sur le sien. Elle serait donc censée occuper une demi-place alors que lui en prend une et demie.*»

«*Et il n'est pas plus grand qu'elle. Une métaphore: les hommes se croient souvent justifiés de prendre plus de place, physique ou symbolique. (Ma voisine lui a demandé gentiment de rester dans ses limites et il a été si interloqué qu'il l'a fait.)*»

Lori Saint-Martin

**Comment combattre le sexisme ordinaire?**

«*Se poser la question: si on inversait les sexes dans telle situation, les résultats seraient-ils les mêmes? En général, la réponse est en défaveur de la femme. Il faut réagir alors, prendre des moyens pour conscientiser l'entourage du sexisme de la situation.*»

Lucie Joubert

«*Idéalement, cette solution nécessite une réceptivité préalable de la part de la personne qui commet un acte de sexisme ordinaire: il est important de dénoncer cet acte sur-le-champ et d'expliquer en quoi c'est sexiste.*»

«*Personnellement, j'ai eu beaucoup de succès avec cette tactique et les hommes dont j'avais dénoncé les comportements m'ont souvent dit être plus alertes à propos de leur comportement depuis l'événement.*»

«*Donc, je pense qu'il y a de l'espoir, et cela passe par le dialogue, qui requiert bien sûr l'écoute. Par contre, je me demande encore quels seraient les moyens d'accroître l'écoute de ceux qui sont les plus réticents.*»

Roxane Noël

«*En parler autour de soi. Changer ses propres comportements aussi: le sexisme n'est pas seulement chez les autres, il est aussi dans notre tête. Nous avons tous nos points faibles.*»

Lori Saint-Martin

Le Devoir

### Les jouets entretiennent-ils les stéréotypes ?

Pour plusieurs personnes interrogées pour faire ce dossier, une des manifestations du sexisme ordinaire se trouve dans les jouets stéréotypés pour enfants. *Le Devoir* a demandé à plusieurs distributeurs de jouets au Québec quelle est leur politique en matière de stéréotypes de genre.

«*Chez Joubec, les jouets n'ont pas de genre mais, malheureusement, il y a beaucoup trop de jouets de genre et de stéréotypes, est le message pour poupee sous prétexte qu'elle est rose. Par ailleurs, les femmes vont souvent mettre de côté une peluche avec une oreille bleue sous prétexte que le cadeau est destiné à une fille.*»

«*Nous avons choisi de ne pas faire de sections garçons/filles pour encourager la diversité. Dans nos boutiques, les jouets sont classés par catégories telles que alimentation, science, bricolage, plein air, jeux de société, etc. [...] C'est surtout le client qui est sexiste quand vient le temps de magasiner et, à l'opposé, il y en a qui n'en font pas de cas.*»

Eric Raymond, propriétaire de Joubec

«*Nous n'avons pas réellement de politique à ce sujet. Nous fonctionnons par type de produit et essayons de répondre aux besoins et aux demandes de nos clients. Nous avons beaucoup de jouets unisexes et ne nous fions*

pas aux fournisseurs, mais bien à ce que nous savons que nos clients aiment.»

Valérie Santerre, directrice chez Benjo

«*Nous n'avons pas de politique qui vise à limiter notre offre, par exemple, à des jouets roses pour les filles et des jouets de guerre pour les garçons.*»

Alex Robertson, directeur des affaires corporatives chez Walmart Canada Corp.

«*Nous vendons de tout. De produits pour filles (exemple: Barbie - boîte rose) et d'autres pour garçons (boîte de Lego - bleue), même si, dans les faits, les Lego se vendent pour des papas qui refusent d'acheter une pousette pour poupee sous prétexte qu'elle est rose. Nous vendons ce que les clients nous achètent. Nous pouvons dire tout ce que nous voulons sur le fait de ne pas stéréotyper les jouets, mais ce sont les parents qui se procurent ce que les enfants désirent.*»

«*Le rose est souvent la couleur préférée des filles de moins de huit ans. Pour les garçons, naturellement, ils veulent des camions, des blocs, et plus vieux, des kits de science. Ils n'ont généralement pas de "couleur préférée stéréotypée", mais nous mentionnons des couleurs qu'ils aiment moins, telles que le rose ou le mauve.*»

Marie-France Pageau, présidente et propriétaire de Castello

Pour en savoir plus: *Les livres et les jouets ont-ils un sexe?* (document d'accompagnement), et [scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/Doc\\_Les\\_livres\\_et\\_les\\_jouets\\_ont-ils\\_un\\_sexe.pdf](http://scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/Doc_Les_livres_et_les_jouets_ont-ils_un_sexe.pdf).

**Stores de Qualité** FABRIQUÉ AU QUÉBEC .ca

**SUR MESURE** Conseils en décoration gratuits

ESTIMATION GRATUITE

1 855 770-8677

L'Artisan du Store Claude Bouchard

OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES

50% DE RABAIS DE INSTALLATION OU GRATUITE

ESTIMATION GRATUITE

MONTREAL	514 231 8677
LAVAIL	450 627 3716
LANGUEUIL	450 445 9828
REPENTIGNY	450 585 7577
TERREBONNE	450 437 4686
ST-SAUVEUR	450 227 7377
BROMONT	450 534 3477
TROIS-RIV.	819 696 8677
QUEBEC	418 654 8677

• PANEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VERTICAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

Saint-Jérôme, Sainte-Agathe, Mont-Tremblant, Drummondville, Belœil, Deschambault, Berthierville, Joliette, Boisbriand, St-Burne, Chambly, Candiac, Magog

3<sup>e</sup> édition du prix de journalisme

**LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE**

Ouvrte à tous les journaux étudiants publiés dans les cégeps et les universités du Québec. Tous les détails au [www.ledevoirdelapresseetudiante.org](http://www.ledevoirdelapresseetudiante.org)

Date limite d'inscription: Le 20 mars 2015

LE DEVOIR LIBRE DE PENSER Les amis du Devoir

## SEXISME



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Fils de pub, filles de pub

## Tenaces, les clichés dans le monde du marketing

Nous sommes exposés à quelque 3000 annonces publicitaires par jour, disent les études. Si un bon chemin a été parcouru, de nombreux préjugés pernecieux sur les genres sont encore communiqués dans ces fac-similés de vie parfaite, faisant de la pub un des grands véhicules du sexisme ordinaire.

SOPHIE CHARTIER

La gentille maman au foyer qui efface avec gaieté les taches sur le chandail de fiston. La beauté qui semble atteindre l'orgasme au contact d'un shampoing. La «gère-mère» qui exerce son contrôle sur la maisonnée. Pour vendre, les stéréotypes ont fait leurs preuves.

Alors que les messages à connotation manifestement sexiste sont peu à peu disparus de nos téléviseurs et de nos écrans depuis l'ère *Mad Men*, les réclames que l'on consomme tous les jours suggèrent encore, plus subtilement, soit, certains rôles aux femmes.

Et puisque des instances comme les Normes canadiennes de la publicité n'ont aucun pouvoir coercitif, une lourde tâche de dénonciation incombe aux féministes pour tenter de faire disparaître les clichés.

Stéphanie Tremblay est membre du Comité images et pubs sexistes d'Arrimage Estrie, un organisme d'action communautaire autonome pour la prévention concernant l'image corporelle, basé à Sherbrooke.

Selon elle, les images publicitaires sont tellement intégrées à la société qu'il est difficile de sensibiliser les gens, et surtout les jeunes, à leur potentiel sexiste.

«On s'étonne d'avoir encore besoin de ce type d'action en 2015... C'est un sexisme qui est tellement banalisé qu'on ne le perçoit presque plus», dit-elle. Chaque mois, le comité analyse les plaintes envoyées par les membres de la communauté. «Nous nous enten-

dons sur une publicité sexiste que nous voulons dénoncer. Puis, nous envoyons une lettre à l'annonceur.»

La dernière annonce montrée du doigt par le comité en était une de Loto-Québec, dans laquelle on dit «savoir qui mène dans la maison» (comprendre: la femme). «On tire profit du mythe de la bonne femme qui gère la maison, le domaine privé!»

Pour Éliane Legault-Roy, de la Coalition nationale contre les publicités sexistes, la plus grande bataille à mener en 2015 est de rester alerte aux cas d'hypersexualisation, même après toutes ces années de critique. «Le programme est vaste et ne se limite pas à la pub, dit-elle. Les vidéos-clips ou les magazines féminins nous bombardent aussi de ces images qui renforcent un idéal inatteignable pour les femmes.»

Elle souligne le côté absurde d'images montrant, par exemple, une femme nue dont seuls les seins seraient cachés par le nouveau modèle de sac à main d'une marque X. «C'est devenu moins accepté d'être macho. Mais l'attachement aux images à caractère sexuel perdure.»

«Souvent, les commerçants sont de bonne foi, ils s'excusent lorsqu'on leur fait remarquer le sexisme de leurs annonces. Mais d'autres fois, la Coalition se fait répondre qu'on n'a pas compris le côté humoristique ou la beauté des images.»

Arnaud Granata, vice-président et directeur des contenus au magazine *Infopresse*, croit que le milieu prend de plus en plus conscience de sa responsabilité.

Il souligne que, cette année, la grande fête de la pub,



JANA GUOTHOVA ISTOCK

« Dans ce milieu, il y a des jobs de gars et des jobs de filles. On est encore presque dans les années 50! Le créatif, c'est le gars. La femme, elle, est coordonnatrice ou productrice. »

Emma (prénom fictif), qui occupe un poste de gestion du service à la clientèle dans une boîte publicitaire à Montréal

le Festival des Lions de Cannes, remettra pour la première fois un prix, le Lion de verre, à une initiative qui présente une vision réaliste et saine de l'image des femmes. «C'est sûr qu'il existe toujours des clichés, dit-il. Il y a des cas de retouches extrêmes, l'hypersexualisation, l'image de la femme soumise ou la ménagère... Mais au Québec, nous sommes plus conscientisés qu'en Europe ou aux États-Unis, je crois.»

N'empêche, ajoute-t-il, le

corps féminin est plus présent en pub que le corps masculin. «La femme fait vendre. La femme magnifiée et retouchée. C'est un symbole de consommation.» Il est temps, selon lui, de féliciter les campagnes positives au lieu de taper sur les mauvaises.

Gabrielle Godbout-Marchand, conceptrice-rédactrice à l'agence de publicité lg2, estime que les stéréotypes véhiculés en marketing tombent maintenant aussi dans la cour des gars:

«C'est comme si on avait tellement voulu effacer ce machisme que, ce qui est arrivé, c'est que ce sont maintenant les hommes qui ont le rôle de l'idiot de service.»

Ce n'est pas à encourager non plus, croit-elle. «Tout le monde sait que la publicité, ce n'est pas la vraie vie, alors pourquoi on s'entête à vouloir la représenter? Il y a d'autres situations possibles à exploiter, pour vendre un produit, qu'une énième scène de ménage gars-fille!»

## Un milieu de gars

Si certains préjugés de genre sont tenaces, il existe peut-être un lien à faire avec la division des tâches au sein de l'industrie.

Emma (prénom fictif), qui occupe un poste de gestion du service à la clientèle dans une boîte publicitaire de Montréal, déplore que les «créatifs» soient majoritairement des hommes.

«Dans ce milieu, il y a des jobs de gars et des jobs de filles. On est encore presque dans les années 50! Le créatif, c'est le gars. La femme, elle, est coordonnatrice ou productrice. Elle accueille les clients et leur offre du café. Et elle gère les horaires de tout le monde», affirme la jeune femme avec découragement.

Alors que M<sup>me</sup> Godbout-Marchand dit travailler dans une agence qui valorise l'égalité, Emma est témoin de comportements sexistes ou carrément misogynes de la part de ses collègues masculins. «J'entends souvent des blagues sur une femme de l'équipe, sur son apparence, son poids. Et tout le boy's club rit de bon cœur. Si tu n'es pas à l'aise avec ça, tu peux toujours prendre la porte. La répétition de ce genre de traitement fait en sorte que les femmes ont une attitude défaitiste et croient que rien ne peut changer...»

C'est bien là le danger, croit Éliane Legault-Roy. «Il faut réapprendre à s'indigner. Nous sommes peut-être devenus un peu trop habitués à vivre là-dedans.» La dénonciation, croit-elle, a encore un rôle à jouer.

Le Devoir

L'expérience  
Everyday Sexism

Laura Bates, écrivaine féministe britannique, a fondé en avril 2012 le site *Everyday Sexism* (Sexisme de tous les jours), qui vise à recueillir et documenter des expériences quotidiennes d'inégalité entre les sexes à travers le monde via des courriels et des tweets. À l'origine, le harcèlement de rue et ce cri: «Encore et encore, les gens me disent que le sexisme n'est plus un problème — que les hommes et les femmes sont égaux maintenant — et que si vous ne pouvez pas prendre une blague ou un compliment, vous devez cesser d'être "frigide" et acquiescer un peu le sens de l'humour.»

«Même si je ne pouvais pas résoudre le problème tout de suite [pourquoi c'est encore drôle de faire des blagues sexistes], j'étais déterminée à faire en sorte que plus personne ne soit en mesure de nous dire que nous devions nous taire à ce sujet.»

Le site *Everyday Sexism* existe donc simplement pour recueillir l'expérience que font les femmes de remarques sexistes et d'attouchements sexuels.

## Mauvaise surprise

[Mauvaise] surprise! Le site a recueilli plus de 80 000 entrées à ce jour... dont des milliers provenant d'adolescentes. Laura Bates, désignée par la BBC en 2014 comme l'une des femmes les plus influentes en Grande-Bretagne, rassemble et diffuse les messages d'*Everyday Sexism* dans *Huffington Post*, *The Guardian* et *The Independent*, entre autres. Elle a pourtant failli abandonner le projet, victime à son tour de centaines de messages sexistes et violents, allant même jusqu'aux menaces de mort (elle avance plus de 200 de ces menaces par jour au lancement du site!).

## Derniers extraits

«À l'école aujourd'hui, j'ai entendu plus de 10 blagues de viol, la plupart faites par des gars. J'ai 13 ans. Si ces garçons sont comme ça à 13 ans, je suis vraiment inquiète de savoir comment ils seront plus âgés [...]»

«Je me suis évanouie dans un party l'an passé; un garçon a abusé de moi et a fini par me violer. À l'école, tout le monde faisait des blagues sur moi et me surnommait " salope " parce que "c'était de ma faute"; j'étais tellement ivre. [...]»

«Je suis une étudiante en médecine et l'année dernière, je faisais partie d'un groupe composé de cinq étudiants effectuant l'examen physique d'un patient dans le cadre d'une activité d'apprentissage. J'étais la seule femme du groupe. Ce jour-là, je me suis rappelé la manière dont le sexisme fait encore partie de nos vies quand le médecin traitant a appelé tous les étudiants "docteurs", alors que moi, il m'appelait "miss".»

«J'ai travaillé dans un grand système hospitalier. Durant l'exercice de mon premier emploi là-bas, mon patron masculin m'a dit qu'il me voulait à une réunion parce que "c'est toujours bon d'avoir une jupe à la réunion." Quand j'ai quitté ce poste pour prendre un nouveau poste à l'hôpital, le même homme m'a félicité pour ma promotion, ajoutant: "Ce n'est pas tous les jours qu'une femme obtient une telle belle promotion."»

«Hier, je portais une jupe. Je suis passée devant deux garçons et l'un d'eux a essayé de toucher ma jambe. Il m'a craché dessus parce que je ne l'ai pas laissé faire.»

Pour en savoir plus: [everydaysexism.com](http://everydaysexism.com).

## ACTUALITÉS

OTTAWA

## Les victimes de la thalidomide reçoivent une compensation

JOHN COTTER  
à Edmonton

Le gouvernement fédéral offrira enfin une compensation aux victimes de la thalidomide, ce médicament prescrit aux femmes enceintes qui avait causé des malformations à leurs enfants. Or, les proches de ces patients considèrent que le montant promis de 125 000\$ est nettement insuffisant.

La ministre de la Santé, Rona Ambrose a précisé vendredi que le versement de ce « paiement forfaitaire » serait à l'abri de l'impôt. Le gouvernement pourrait aussi déboursé jusqu'à 168 millions de dollars pour couvrir les dépenses médicales onéreuses de certaines victimes.

Les patients affectés se plaignent depuis des années de souffrir de préjudices liés au médicament, tels que des membres manquants, des organes absents, de la surdité, de la cécité et des défigurations.

M<sup>me</sup> Ambrose a reconnu qu'aucune compensation ne pourrait réparer les torts causés. Toutefois, les victimes pourront au moins recevoir les soins nécessaires avec cette indemnité et continuer leur vie « dans la dignité », a affirmé la ministre.

« Le soutien que nous annonçons aujourd'hui est une mesure responsable, et c'est la bonne chose à faire. Les victimes et leurs proches ont fait preuve d'un grand courage en surmontant des difficultés particulières et quotidiennes découlant d'une situation dont ils ne sont aucu-

nement responsables », a-t-elle ajouté en conférence de presse.

Il y aurait actuellement 95 victimes au Canada qui sont maintenant dans la cinquantaine.

Anne-Marie Bainbrige, la mère d'une des patientes, dit avoir reçu la nouvelle comme une « claque au visage », elle qui s'attendait à ce qu'on leur donne un montant de l'ordre des 250 000\$. Sa fille Bernadette, âgée de 52 ans, n'a qu'une oreille, a des mains déformées, en plus d'être complètement paralysée du côté droit.

« Nous sommes extrêmement déçus [...] M<sup>me</sup> Ambrose devrait vraiment avoir honte d'elle-même. Je suis profondément dégoûtée de la façon dont ça a été fait », a-t-elle lancé en entrevue téléphonique.

Selon l'Association canadienne des victimes de la thalidomide, en dépit d'un refus des autorités des États-Unis d'autoriser le médicament dans les années 1960, celles du Canada avaient donné leur approbation. Le Canada aurait aussi tardé à retirer le médicament des rayons.

Les patients affectés avaient déjà reçu une indemnité en 1991, mais ils ont martelé à travers les années qu'elle n'était pas assez généreuse.

L'année dernière, les élus de la Chambre des communes avaient appuyé à l'unanimité une motion du Nouveau Parti démocratique, visant à verser une nouvelle compensation aux victimes.

La Presse canadienne

## L'Ontario dévoile son plan d'action pour lutter contre la violence sexuelle

LAURA PELLETIER

La violence et le harcèlement sexuels sont « enracinés dans la misogynie », a déclaré vendredi la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, au moment où elle présentait un plan qui vise à modifier les comportements et remettre en question les normes sociales.

Ce plan disposera d'un financement de 41 millions de dollars sur trois ans. Il comprend notamment une nouvelle loi et une campagne de sensibilisation du public.

La campagne s'orchestre autour d'une publicité, qui montre un garçon en compagnie d'une fille ivre lors d'une fête, un homme qui caresse l'épaule de collègues féminines clairement inconfortables, un étudiant qui partage des photos de sa copine avec des amis et un homme qui glisse quelque chose dans le verre d'une femme dans un bar. Lors de chaque scène, ils regardent directement la caméra et remercient les téléspectateurs pour leur silence.

« Lorsque vous ne faites rien, ce sont eux que vous aidez, dit l'annonce. Mais quand vous faites quelque chose, ce sont elles que vous aidez. »

« Au fond, c'est un plan pour modifier les comportements et remettre en question les normes sociales, a expliqué M<sup>me</sup> Wynne. La violence sexuelle est enracinée dans la misogynie, qui est profondément ancrée dans notre culture, souvent de manière subtile ou inconsciente. [...] Ce sont des comportements acquis, ce qui signifie qu'ils peuvent être perdus, ou encore mieux jamais acquis. »

L'Ontario promet de renforcer les lois sur la sécurité au travail en exigeant des employeurs



FRANK GUNN LA PRESSE CANADIENNE

La première ministre ontarienne, Kathleen Wynne, a présenté vendredi matin des publicités, en anglais et en français, contre le harcèlement sexuel et la violence envers les femmes, dans le cadre d'un nouveau plan d'action provincial.

qu'ils enquêtent sur les cas de harcèlement au travail, y compris le harcèlement sexuel.

Le plan compte une loi visant à éliminer la limite de deux ans pour déposer une plainte pour agression sexuelle et une amélioration du système de poursuites conçue pour répondre plus spécifiquement aux cas d'agressions sexuelles.

La violence sexuelle faite « aux femmes et aux filles » autochtones est aussi abordée. « Le gouvernement de l'Ontario [...] interpelle le gouvernement fédéral pour qu'il apporte son

soutien [...] pour établir un registre public pour les femmes autochtones disparues ou tuées », peut-on y lire.

Ce plan fait rêver des féministes du Québec. Martine Delvaux, membre de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, se dit « agréablement surprise » par « cette déclaration claire » de la première ministre contre la misogynie, rarement entendue de la part de dirigeants.

« On voit qu'elle comprend bien le dossier, car le plan fait un lien direct entre le sexisme

généralisé et la violence sexuelle et le harcèlement », renchérit M<sup>me</sup> Delvaux, qui aimerait bien voir un tel plan implanté au Québec.

M<sup>me</sup> Wynne avait annoncé en décembre que son plan serait mis en œuvre plus rapidement dans la foulée des témoignages de femmes qui ont allégué avoir été harcelées ou agressées sexuellement par l'ancien animateur de radio de la CBC Jian Ghomeshi.

Avec La Presse canadienne  
Le Devoir

## Couillard rabroue Poëti pour ses propos sur les femmes

Accusé d'avoir tenu des propos sexistes lors de son passage en Gaspésie, le ministre des Transports du Québec, Robert Poëti, a été rappelé à l'ordre par le premier ministre, Philippe Couillard, vendredi.

La bourde est survenue mardi, devant la Chambre de commerce de la Baie-des-Chaleurs. Après avoir parlé des nombreux lieux à faire visiter à Montréal, M. Poëti a mentionné que les « conjointes [seraient] bienvenues » à cette visite, où « on a beaucoup de centres d'achats ».

Le premier ministre Couillard, qui se trouve à Paris, a convenu qu'il s'agissait de

« propos mal choisis », bien qu'il ne prête pas de mauvaises intentions à son ministre. Il a ajouté que de telles déclarations étaient bien mal venues à l'approche du 8 mars, la Journée internationale des femmes.

« Si cette référence a pu offenser qui que ce soit, j'en suis fort désolé et c'est regrettable. Ce n'était pas mon intention », a indiqué pour sa part le ministre, par voie de communiqué.

Contacté par Le Devoir par l'entremise de son attachée de presse, ce dernier a refusé de dire s'il s'identifie ou non comme féministe.

Avec La Presse canadienne  
Le Devoir

## L'ONU presse le Canada d'enquêter sur les femmes autochtones disparues

Genève — Un comité des Nations unies fait écho aux demandes de Canadiens qui pressent le gouvernement fédéral de déclencher une commission d'enquête publique nationale sur les femmes autochtones disparues ou assassinées.

Le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU affirme que le Canada a violé les droits des femmes autochtones en

omettant d'enquêter sérieusement sur les raisons qui en font les cibles d'actes violents à répétition.

Il ajoute ainsi sa voix aux appels lancés au pays pour le déclenchement d'une enquête nationale. Le gouvernement conservateur a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'une telle démarche n'était pas nécessaire.

Le rapport onusien explique que les autorités policières et

judiciaires canadiennes ont failli à leur devoir de protéger efficacement les femmes autochtones. Le document affirme que ces femmes font face à des violations systématiques graves de leurs droits.

Le gouvernement canadien

a officiellement exprimé son désaccord avec les conclusions du comité. Il rejette de nouveau la possibilité de déclencher une commission d'enquête publique sur la question.

La Presse canadienne

## CENTRE CULTUREL CHRÉTIEN DE MONTRÉAL

Le Psautier des solitudes  
Récital de psaumes par le comédien Michel Forgues



Jeu 12 mars 2015, à 19 h 30  
Entrée libre - Contribution suggérée : 10\$  
Église des Dominicains  
2715, ch. de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal  
www.cccmontreal.org

Papeterie  
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,  
papiers Lalo, papier St-Gilles,  
cartes, plumes et stylos,  
albums de photos, articles de bureau,  
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

AVEC  
VOUS

BLOC  
QUÉBÉCOIS

bloc.org | f | t



## ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais !

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valable du 7 mars au 31 mai 2015)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.
- Demandez votre carte de membre.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555  
Laval : 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280

www.abatjourillimites.ca

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

UQAM

## Fin possible de deux associations étudiantes?

LAURA PELLETIER

Deux des associations étudiantes les plus actives de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pourraient disparaître. L'établissement a annoncé vendredi après-midi la tenue d'un scrutin en ligne qui déterminera la survie ou la fin de l'association des étudiants en science politique et droit et de celle des étudiants en sciences humaines.

Les membres de ces deux regroupements seront invités à voter entre 10 h le 13 mars à 15 h le 20 mars. Une participation de 15% des étudiants de chacune des associations et un vote à plus de 50% contre leur maintien annoncerait la « dissolution des associations étudiantes dès l'été », indique Jennifer Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

« Ca ne serait pas pour autant la fin des groupes étudiants [...] ni des possibles grèves, nuance Anne-Marie Veillette, membre du comité exécutif de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED). Il y aura encore des associations modulaires, comme en ont les programmes de science politique et de droit. [...] Ces associations ont le pouvoir de déclencher des grèves. »

Deux comités constitués d'étudiants et de représentants de l'établissement ont été formés pour organiser et superviser chacun des scrutins. Ils ont tenu une première réunion à la fin du mois de février.

## Contestation des associations

L'origine de la tenue de cette consultation est le dépôt de demandes de contestation de la représentativité des deux associations étudiantes accompagnées de deux pétitions, en vertu de la politique n° 32 de reconnaissance des associations étudiantes de programmation.

Cette politique permet à l'UQAM de reconnaître ou non les associations étudiantes, mais ne lui permet pas de remettre en question leur légitimité, ce pour quoi la dissolution ou le maintien est l'unique issue possible du scrutin.

La pétition de l'AFESPED a été déposée le 13 février, avec 105 signatures considérées comme valides, et celle de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH), a été remise la veille, avec 285 reconvenues comme valides. Dans les deux cas, le nombre de signatures dépasse largement celui qui était requis.

La question du scrutin reste encore à trouver. « La première proposition a été rejetée par les deux associations, parce qu'il était question de savoir si les membres se sentaient représentés ou non par leur association, alors que la politique 32 de l'UQAM ne permet pas d'évaluer la représentativité », indique M<sup>me</sup> Veillette.

Ces pétitions viennent s'ajouter au mouvement de contestation des associations étudiantes qui a ressurgi à l'UQAM il y a quelques mois. Cette semaine, 120 étudiants en science politique et droit de cette université ont publié une lettre dans laquelle ils s'opposent à la grève du printemps 2015 et dénoncent certaines pratiques des associations étudiantes, notamment les votes auxquels sont présents « souvent moins de 20% des étudiants concernés ».

Tant les étudiants que les enseignants de l'établissement sont divisés sur la question de la représentativité des associations étudiantes. En réaction aux critiques formulées, l'AFESH a créé un comité qui se penchera sur l'inclusivité et la représentativité de ses pratiques. La première réunion se tiendra le 13 mars.

Le Devoir

MÉTRO DE MONTRÉAL

## « À la porte », des cartes postales pour dénoncer l'inaccessibilité

LAURA PELLETIER

Le ras-le-bol chez les personnes handicapées se poursuit. Dès le mois d'avril, des photos de personnes à mobilité réduite prises devant des stations de métro auxquelles elles n'ont pas accès seront envoyées au ministère des Transports du Québec, à la Société de transport de Montréal (STM) et aux députés provinciaux et fédéraux.

Après huit mois de travail, l'initiative lancée par Kéven Breton, militant pour l'accessibilité aux transports et aux services pour les personnes à mobilité réduite, se concrétise.

« Nous avons terminé la prise de photos des 68 volontaires, soit des familles avec des poulettes, des personnes âgées et des gens avec des handicaps temporaires et permanents, à côté des stations de métro de Montréal », détaille M. Breton.

Le projet nommé A la porte sera accompagné d'un microsite Web, poursuit-il. « Il y aura une carte du métro de Montréal et, sur chacune des stations, la photo de la personne va apparaître. »

Durant le mois d'août, M. Breton avait approché les photojournalistes du projet Portraits de Montréal, qui posent les citoyens de la métropole et racontent leur histoire. « Je voulais mettre des visages sur l'inaccessibilité du métro, en croquant le portrait de personnes qui sont affectées de près ou de loin par le manque d'accessibilité au métro », précise le militant.

Ces cartes postales seront mises en vente dans quelques semaines, pour que tous les citoyens puissent « les envoyer en masse » aux différentes personnes visées, indique M. Breton. « Certaines seront envoyées au ministre des Transports, Robert Poëti, et d'autres, au fédéral, puisqu'il y a une question de droits et libertés dans l'inaccessibilité. »



Nicolas Messier est l'un des 68 participants au projet « À la porte », mené par l'équipe de Portraits de Montréal pour l'accessibilité du métro.

À travers ce projet, M. Breton souhaite également « faire la promotion de la création d'un fonds dédié à la mise en accessibilité du métro. En ce moment, la STM rend accessible son métro à hauteur d'une nouvelle station par année. À ce rythme-là, nous attendrons plus de 50 ans avant que tout le réseau de Montréal soit accessible. »

Le président de la STM, Philippe Schnobb, explique que le budget de la STM « n'est pas suffisant pour accélérer les travaux » pour construire des ascenseurs dans les stations de métro. Il a toutefois fait une demande au comité responsable de l'accessibilité des transports de la STM pour « étudier la possibilité de construire ces ascenseurs en partenariat avec les entreprises installées au-dessus des stations de métro ». Un tel processus permettrait d'accélérer les travaux.

## Une grogne chez les militants

Les dénonciations des personnes à mobilité réduite dépassent largement l'accessibilité aux transports en commun. « Il y a une grogne qui s'installe chez les personnes à mobilité réduite, et elle est justifiée, car on perd des acquis qui étaient déjà insuffisants », déplore Kéven Breton, qui ajoute qu'il « y aura une escalade de moyens de pression jusqu'au dévoilement du budget » du gouvernement du Québec.

« Avec les projets de loi 10 et 20, il deviendra plus difficile pour les personnes à mobilité réduite de consulter un ergothérapeute, par exemple. Je pourrais parler longtemps de tout ce qu'on est en train de perdre », poursuit-il.

Pour dénoncer les coupes dans le soutien à domicile pour la préparation des repas,

l'organisme montréalais de défense des personnes handicapées Ex æquo a livré le 2 mars des casseroles aux bureaux du premier ministre du Québec. Des militants ont fait plusieurs sorties médiatiques pour dénoncer leurs conditions dans les dernières semaines.

À ce sujet, la porte-parole de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique, Lucie Charlebois, indique que le ministre est actif en la matière depuis 2003, à travers la politique de soutien à domicile. « Nous voulons adapter le mieux possible les services aux besoins des personnes handicapées. Des actions sont faites et continuent de l'être. » La ministre n'a donc pas prévu se pencher à nouveau sur ce dossier.

Le Devoir

ARABIE SAOUDITE

## Huitième report de la flagellation de Raïf Badawi

Paris — Raïf Badawi évite une nouvelle fois la flagellation, en Arabie saoudite. Le bureau français d'Amnistie internationale, basé à Paris, a rapporté la nouvelle de ce huitième report

vendredi, sans dire si le bloqueur avait vu des médecins et sans préciser s'il y avait eu explication de l'Arabie saoudite. Raïf Badawi est emprisonné depuis 2012 en Arabie saoudite pour avoir critiqué le régime saoudien et s'être exprimé sur l'islam dans son blogue, qui fait la promotion des droits de la personne et de la démocratie dans son pays. Sa femme, Ensaf Haidar, et leurs enfants sont réfugiés à Sherbrooke.

Associated Press

## Le pétrole canadien est « extraordinairement sale », dit Obama

Le président américain Barack Obama n'est pas tendre envers le pétrole canadien. Il a déclaré vendredi que la manière dont le pétrole est extrait au Canada en fait un pétrole exceptionnellement sale, ce qui explique pourquoi les écologistes sont si nombreux à s'y opposer. « Évidemment, il y a toujours des risques à extraire beaucoup de pétrole des fermes du Nebraska et d'autres régions du pays », a-t-il affirmé lors d'une rencontre avec des citoyens américains en Caroline du Sud.

Le président américain semble de plus en plus critique à l'égard de l'oléoduc Keystone XL. Il répète depuis plusieurs mois que les bénéfices du projet seraient beaucoup plus grands pour le Canada et moins pour les États-Unis.

Ses déclarations au collègue Benedit se distinguent toutefois de ses précédentes puisqu'il a visé ici l'industrie tout entière.

Le président a déclaré que sa décision d'opposer son veto à un projet de loi sur l'oléoduc n'est pas le dernier mot dans ce dossier et qu'il n'a pas encore pris de décision définitive. Il répondait alors à la question d'un étudiant qui l'avait chaleureusement remercié de s'être engagé à contrecarrer le projet de construction.

M. Obama a toutefois ajouté qu'il ne donnerait pas le feu vert à un oléoduc qui profite à une compagnie étrangère, à moins qu'on puisse démontrer qu'il est sécuritaire et qu'il ne contribue pas aux changements climatiques.

Il a ensuite évoqué ce qu'il a appelé la menace catastrophique des changements climatiques, qui engendrent des incendies de forêt, une hausse du niveau des océans, la perte de récoltes, des sécheresses, la famine, la guerre et la propagation de maladies transmises par des insectes.

« Ces dérangements économiques, sociaux et sécuritaires pourraient rendre vos vies et celles de vos enfants beaucoup plus difficiles »

« Cela va vous toucher plus que les vieux comme moi. Ces dérangements économiques, sociaux et sécuritaires pourraient rendre vos vies et celles de vos enfants beaucoup plus difficiles [...] Ce que j'ai décrit, ce n'est pas de la science-fiction, pas de la spéculation. C'est ce que la science nous dit », a-t-il dit aux jeunes.

Le gouvernement canadien martèle de son côté que l'oléoduc pourrait contribuer à émettre moins de gaz à effet de serre que le transport ferroviaire.

« Cela reflète ce que certains groupes d'intérêt lui disent. Nous l'encourageons à regarder les faits dans ce dossier et à travailler avec nous — Albertains et Canadiens — pour devenir des chefs de file en protection de l'environnement », a plaidé Rob Merrifield, l'envoyé spécial de l'Alberta aux États-Unis.

Il regrette que l'Alberta ait une si mauvaise réputation en environnement malgré tous ses efforts pour diminuer les émissions par baril. Il a rappelé que la province a été le premier État en Amérique du Nord à imposer un prix sur le carbone afin de mettre l'argent dans un fonds pour les technologies vertes.

L'année dernière, le département d'État des États-Unis évaluait que le pétrole canadien produisait 17% plus d'émissions de gaz à effet de serre que le baril moyen aux États-Unis en 2005.

M. Merrifield reconnaît qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. « Nous n'y sommes pas arrivés. Nous n'avons jamais dit que nous y étions arrivés. Mais nous sommes premiers dans plusieurs secteurs et nous travaillons fort pour continuer à nous améliorer », a-t-il expliqué.

La Presse canadienne

## Dawn en orbite autour de Cérès

Washington — Après un périple de sept ans et demi, la sonde américaine Dawn a réussi vendredi son insertion dans l'orbite de la mystérieuse Cérès et commencé l'exploration de la plus petite planète naine du système solaire.

Il s'agit de la première visite d'un vaisseau automatique autour d'un tel corps céleste.

La sonde va entamer 16 mois d'exploration rapprochée de Cérès, ce qui devrait permettre d'en percer les mystères et de mieux comprendre la formation du système solaire il y a 4,5 milliards d'années.

Dawn a été capturée par la gravité de Cérès à environ 7 h 39 (heure de Montréal) alors qu'elle se trouvait à 61 000 kilomètres de la planète, a précisé le Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la NASA à Pasadena, en Californie.

« Après avoir parcouru 4,9 milliards de kilomètres et fait un voyage de 7,5 années, Dawn est arrivée à sa nouvelle destination », a dit vendredi Marc Rayman, directeur de la mission au JPL.

« Les données recueillies par Dawn pourraient aboutir à des percées importantes dans la compréhension de la formation du système solaire », a expliqué Jim Green, directeur de la division science planétaire à la NASA.

Agence France-Press

**Météo Média**

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 4/-3	Sol 6/1	Londres	Var 14/7	Ave 14/5
Moncton	Var -3/-12	Var -2/-14	Los Angeles	Sol 25/13	Sol 23/13
Saint-Jean	Var -3/-10	Var -1/-12	Mexico	Sol 22/11	Sol 23/13
Toronto	Nei 0/-6	Sol 2/-3	New York	Sol 3/-1	Sol 5/-1
Vancouver	Sol 11/5	Sol 12/6	Paris	Nua 12/3	Sol 15/5
Winnipeg	Var -5/-7	Var 0/-4	Tokyo	Ave 10/7	Nua 12/8

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -3	-8	-2/-7	1/-7	5/0
Quelques flocons, pdp 40%.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 40%.	Quelques flocons, pdp 40%.	Ciel variable.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -5	-12	-4/-12	-1/-12	2/-2
Quelques flocons, pdp 40%.	Ciel variable.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 40%.	1 à 3 cm de neige, pdp 70%.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -2	-9	-1/-7	1/-8	4/-2
Quelques flocons, pdp 60%.	Ciel variable.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 40%.	Ciel variable.

Soyez au courant du temps qu'il fera dans 14 jours.

Consultez la tendance 14 jours.

**Météo Média**

**Congédié ?**

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

**Sophie DOWNS**

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

**Psychologue clinicienne**

ADULTES • COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

## ACTUALITÉS

RIMOUSKI

## Un Institut maritime France-Québec s'implantera à l'UQAR

Son rôle sera de mobiliser les chercheurs français et québécois autour de tous les enjeux maritimes

MICHEL DOLBEC  
à Paris

La France et le Québec viennent de jeter les bases d'une nouvelle coopération autour de leurs stratégies maritimes en annonçant leur intention de créer un réseau de recherche binational sur les océans.

Cette annonce a été faite vendredi à Paris par les premiers ministres québécois et français, Philippe Couillard et Manuel Valls.

Cet « Institut France-Québec pour la recherche et l'innovation maritime » sera logé à l'Université du Québec à Rimouski. Son rôle, indique-t-on, sera de mobiliser les chercheurs français et québécois autour de tous les enjeux maritimes, qu'il s'agisse de gestion des ressources, d'environnement, d'innovation ou des questions économiques ou sociales (comme l'érosion du littoral).

Le projet figure dans le « relevé de décisions » publié à l'issue de la 18<sup>e</sup> « rencontre alternée » des premiers ministres français et québécois, qui s'est tenue vendredi à Matignon.

Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Jean-Pierre Ouellet, espère que l'institut pourra voir le jour dès le début de 2016, le temps que les deux gouvernements définissent sa mission, son fonctionnement et même ses sources de financement, pour un budget qui pourrait tourner autour de 2 millions de dollars sur trois ans.

La stratégie maritime a été un des sujets centraux du discours de Philippe Couillard pendant sa visite en France.

« J'ai redécouvert à quel point l'horizon maritime économique est important pour la France, tout comme il l'est pour nous. On a énormément de liens de coopération à tisser et de savoir-faire français à recueillir », a déclaré M. Couillard lors de sa conférence de presse conjointe, à Matignon, avec le premier ministre Valls.

Le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la Stratégie maritime, Jean D'Amour, l'accompagnait. Il

indique avoir profité de sa mission pour faire valoir le savoir-faire des chantiers maritimes de la Davie en matière de conversion des moteurs de navires au gaz naturel liquéfié (GNL).

Selon lui, cette conversion systématique, rendue nécessaire par les nouvelles normes françaises, pourrait assurer un niveau d'activité considérable. « Le carnet de commandes peut être illimité. J'ai senti un intérêt très clair. La technologie existe et on peut faire des affaires à brève échéance », a assuré le ministre.

## Un rapprochement

Cette perspective illustre, selon Jean D'Amour, tout le potentiel de la coopération franco-québécoise pour les questions maritimes. « Ça ouvre un monde de possibilités intéressantes. On veut aller aussi loin que possible. On va pousser nos échanges. C'est ça, la stratégie maritime », a expliqué le ministre.

Cela amène déjà le Québec à se rapprocher de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui veut profiter de la profondeur de ses eaux pour se doter d'un grand port de transbordement de conteneurs.

« C'est un projet très intéressant pour nous », a souligné le ministre. Tout va reposer sur la logistique, sur la rapidité de circulation des biens et des marchandises. Il y a donc des occasions extraordinaires de développement d'infrastructures. »

« Il est évident que Saint-Pierre-et-Miquelon doit s'inscrire dans la stratégie française tout en étant en lien avec la stratégie québécoise, pour rayonner dans la région », juge pour sa part Annick Girardin, élue de l'archipel et secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie.

Ce rapprochement et la construction du « hub de transbordement » pourraient également se traduire par un développement des croisières, que le nouveau port sera en mesure de recevoir.

« On va pousser nos échanges en matière de croisières aussi », dit encore le ministre D'Amour. C'est une industrie de plus en plus florissante. Nous

avons [au Québec] neuf escales. Pourquoi ne pas intégrer Saint-Pierre-et-Miquelon dans un circuit, pour qu'on travaille ensemble au développement touristique et à la promotion de notre culture et de nos produits? »

La Presse canadienne



REMY DE LA MAUVINIÈRE ASSOCIATED PRESS  
Les premiers ministres québécois, Philippe Couillard, et français, Manuel Valls, signent le « relevé de décisions » publié à l'issue de la 18<sup>e</sup> « rencontre alternée », qui s'est tenue vendredi à Matignon.

## L'EUROPE POUR TOUT LE MONDE

### CIRCUITS ACCOMPAGNÉS

RÉSERVEZ D'ICI LE 31 MARS

# Économisez 920\$<sup>+</sup>

jusqu'à par couple

- ▶ Payez un dépôt de 150\$ par personne au lieu de 250\$ par personne<sup>1</sup>
- ▶ Profitez de la Garantie de notre meilleur prix<sup>1</sup>

**République tchèque**

**Trésors de l'UNESCO**

- Prague, Ceske Budejovice, Brno, Litomyšl et plus
- 9 jours / 13 repas
- Départ garanti : 25 mai

## 2159\$

**Hongrie**

**Charmes et culture de Hongrie**

- Budapest, Visegrad, Veszprem, Kecskemét et plus
- 9 jours / 15 repas
- Départ : 29 juillet

## 2329\$

**France**

**Gourmandises de l'ouest de la France**

- Nantes, Tours, Paris, Mont-Saint-Michel et plus
- 14 jours / 16 repas
- Départ garanti : 20 mai

## 3089\$

**Espagne et Portugal**

**Porto, tapas et flamenco**

- Lisbonne, Porto, Madrid, Séville, Grenade et plus
- 17 jours / 24 repas
- Départ garanti : 24 mai

## 3559\$

**France**

**Accent Français**

- Paris, Lyon, Côte d'Azur, Bordeaux, Normandie et plus
- 14 jours / 19 repas
- Départ garanti : 14 mai

## 3629\$

TRAFALGAR

**Italie**

**Le meilleur de l'Italie**

- Nice, Florence, Rome, Venise, Cannes et plus
- 16 jours / 25 repas
- Départ garanti : 14 mai

## 3689\$

TRAFALGAR

**Espagne**

**Découvertes Ibérique**

- Barcelone, Costa del Sol, Lisbonne, Porto et plus
- 17 jours / 24 repas
- Départ : 16 mai

## 3759\$

TRAFALGAR

[vacancestransat.com](http://vacancestransat.com)

FOUILLE À NU

## Injonction prévue si l'école « ne montre pas d'ouverture »

LAURA PELLETIER

La famille de l'adolescente qui a subi une fouille à nu à la polyvalente Neufchâtel rejette la proposition de la Commission scolaire de la Capitale. Encore en négociations vendredi soir, la famille prévoyait d'adresser devant un juge une injonction provisoire si cette séance n'était pas concluante.

« Si nous ne trouvons pas d'entente [avec l'école et la Commission scolaire de la Capitale], ou qu'ils ne nous montrent pas au moins une ouverture, une injonction sera déposée à la fin de la journée », a affirmé au Devoir l'avocat de la famille, M<sup>e</sup> François-David Bernier.

La famille souhaite que leur fille réintègre la même école, mais la Commission scolaire propose de la placer à Vallée Jeunesse, école spécialisée pour les jeunes ayant des troubles sociaux et d'apprentissage. « Elle était déjà dans une école dite normale, elle n'a pas été évaluée pour aller dans une école spécialisée. Elle a plutôt besoin d'un soutien adéquat à sa réintégration », a précisé l'avocat.

Son retour à la polyvalente Neufchâtel se ferait sous certaines conditions. « Il ne faudrait pas que la directrice ait autorisé sur la jeune fille », précise M<sup>e</sup> Bernier.

La famille se dit « prête à collaborer ». « On veut que la jeune fille retourne rapidement à l'école », poursuit M<sup>e</sup> Bernier.

La famille de l'adolescente a déposé une mise en demeure contre la commission scolaire et l'école secondaire le 24 février dernier. Les parents exigeaient alors des excuses et demandaient à ce que leur fille soit réintégrée rapidement à l'école en bénéficiant d'un soutien. Des séances de négociations avaient suivi ce dépôt.

L'avocat de la famille indique qu'il est trop tôt pour préciser le montant en dommages-intérêts et dommages punitifs qui sera demandé.

La porte-parole de la commission scolaire n'était pas disponible pour commenter le dossier vendredi.

## La fouille

Soupçonnée de se livrer au trafic de stupéfiants dans l'école, la jeune fille de 15 ans a été convoquée le 12 février par la directrice de son école, qui lui a demandé de retirer tous ses vêtements, y compris ses sous-vêtements, derrière une couverture.

La commission scolaire considérait qu'il ne s'agissait pas d'une fouille à nu puisque ce sont les vêtements qui ont été fouillés, et non l'adolescente.

À la suite de l'incident, l'ex-ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, a commandé une enquête pour faire la lumière sur cette fouille et « toute autre situation analogue ».

Le Devoir

clubvoyages

visitez clubvoyages.com

Réservez chez Club Voyages et obtenez\* des milles de récompense AIR MILES<sup>sm</sup>

Départs de Montréal. Prix par pers. occ. double, catégorie de base, incluant les vols, transferts, hébergement, certains repas, guide francophone, rabais, taxes et frais. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 7 au 9 mars 2015, sous réserve de disponibilité. L'économie de 920 \$ par couple / 460 \$ par personne est applicable aux circuits Trafalgar identifiés. Réservez 60 jours avant votre départ et économisez 200 \$ par personne. Paiement comptant : jusqu'à 60 \$ par personne, applicable aux paiements par chèque ou en espèces au moment de la réservation. Client fidèle : jusqu'à 200\$, par personne applicable aux voyageurs ayant participé à un circuit Trafalgar dans les 5 dernières années. Dépôt requis de 500\$ par personne. <sup>1</sup>Dépôt réduit et Garantie de notre meilleur prix : applicables aux circuits non identifiés Trafalgar. Si votre forfait ou circuit en Europe de Vacances Transat est offert à un prix plus bas que celui que vous avez payé, la différence vous sera remboursée en argent. Jusqu'à 200 \$ par adulte, 100 \$ par enfant. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat, Air France et KLM. Pour les détails et conditions générales, veuillez consulter les brochures de Vacances Transat Collection Europe 2015-2016 et Circuits Trafalgar 2015 ou le www.vacancestransat.com. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 754241). \*L'offre de base est de 1 mille de récompense pour chaque tranche de 35 \$ que vous dépensez pour un forfait vacances, portion croisière ou vol notifié. Club Voyages est une division de Transat Distribution Canada Inc. Permis (n° 753141) au Québec. Des frais de service en agence peuvent s'appliquer. MD/MC Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Co. et Transat Distribution Canada Inc.

Prix excluant le 1.00\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

## ACTUALITÉS

## CHUM

SUIITE DE LA PAGE 1

le pire aux gestionnaires et aux médecins, qui dénoncent les risques — bien réels — d'ingérence politique.

«*Le cœur de ma décision est une non-acceptation de vos interventions intempestives et partiales et d'une situation particulièrement odieuse*», écrit Jean-Claude Deschênes dans sa lettre de démission à titre de président du CA du CHUM.

Selon lui, le ministre a clairement tenté d'imposer la nomination du D<sup>r</sup> Harris au directeur général, Jacques Turgeon, qui a préféré démissionner. Pire encore, le ministre Barrette a lié «*sous un couvert fallacieux*» cette nomination à celle de sept directeurs de département. «*Vous gelez ainsi la vie normale de l'établissement. Bref, c'est un blocus dans une partie vitale du CHUM. C'est un désaveu de la responsabilité du CA et surtout, c'est un chantage inacceptable*», ajoute le président démissionnaire.

Les méthodes du ministre Barrette «*ne correspondent en aucun point aux règles de gouvernance que je défends depuis près de 30 ans*», écrit Jean-Claude Deschênes. Il a été sous-ministre durant 14 ans sous divers gouvernements et président du conseil du Centre hospitalier universitaire de Québec durant quatre ans.

## Perte de crédibilité

«*Plusieurs*» des 19 membres du conseil du CHUM ont démissionné en bloc vendredi après-midi après une réunion d'urgence du CA, a indiqué le CHUM dans un communiqué. L'établissement a refusé de préciser l'identité et le nombre des démissionnaires. Selon nos sources, la majorité des membres du CA ont démissionné ou envisagent de le faire.

«*Les processus de sélection des chefs de département appartiennent au CHUM et toute ingérence, à quelque niveau que ce soit, ne fait que miner la confiance dans l'institution et ne peut que mener à une méfiance vis-à-vis des chefs désignés en toute légitimité. Par ailleurs, elle enlève toute crédibilité aux instances en autorité*», écrit le D<sup>r</sup> Paul Perrotte, du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du CHUM, dans sa lettre de démission.

Le directeur général démissionnaire, Jacques Turgeon, a précisé vendredi que le ministre Barrette lui a ordonné de nommer Patrick Harris à la tête du département de chirurgie, sans quoi il perdrait son poste. «*J'aurais pu attendre à lundi que le ministre ne me nomme pas, je passais go et je récupérais une très belle somme. En démissionnant, c'est clair que je n'aurai pas de prime. J'ai pris une décision basée sur mes valeurs.*»

Le ministre Barrette, en qui le premier ministre Philippe Couillard a réitéré sa confiance, a de son côté déclaré qu'il devait intervenir pour résoudre la crise qui secoue le CHUM. Il a reçu plusieurs



Le président du CA, Jean-Claude Deschênes (à l'écran), a suivi Jacques Turgeon dans sa démission.

lettres de médecins lui demandant d'agir pour bloquer une candidature «*liée à une enquête policière*». «*Ce sont des gens de l'hôpital qui m'ont informé de la problématique. Était-il raisonnable pour un hôpital comme le CHUM de procéder à une nomination de quelqu'un qui était [...] lié à une enquête policière? La réponse évidemment, c'est non!*» a-t-il dit en entrevue à RDI. «*C'est assez troublant de penser que le conseil d'administration ne le sait pas ni le directeur général. Ça justifie certainement l'intervention du ministre.*»

Le ministre mettra sur pied une «*équipe d'intervention*» afin de «*faire le point une fois pour toutes sur la gouvernance médicale à l'intérieur du CHUM*». «*Les guerres de clan, ça doit arrêter. [...] On peut-tu arrêter de se chicaner?*»

L'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) a dénoncé l'ingérence au CHUM et a exprimé une «*profonde inquiétude*» quant à l'avenir de la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux. «*Une gouvernance efficace et de qualité est une gouvernance où le leadership des administrateurs peut s'exercer à l'abri des pressions et des interventions politiques. La situation vécue par le CHUM est tout le contraire de cela*», a indiqué Diane Lavallée, directrice générale de l'AQESSS.

Cette crise survient au moment où six programmes du Département de chirurgie de l'Université de Montréal sont l'objet d'une enquête par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, pour des soupçons de mauvaise gestion et d'intimidation.

Le Devoir

## Des excuses ou une démission

Le Parti québécois et la Coalition avenir Québec appellent le premier ministre Philippe Couillard à démettre de ses fonctions le ministre Gaëtan Barrette, sous le coup d'accusations d'ingérence. Québec solidaire presse le chef du gouvernement de donner son feu vert à la tenue d'une commission parlementaire où «*la lumière sur les magouilles*» de M. Barrette sera faite. Le D<sup>r</sup> Barrette doit «*faire amende honorable et présenter [ses] excuses*» ou démissionner.



«*La distance entre le politique et l'administratif. Ça, c'est une règle d'or en gouvernance. De toute évidence, le ministre n'a pas compris ses limites.*»  
Diane Lamarre, PQ



«*L'empereur Barrette nous a fait la démonstration qu'il se servait du réseau de la santé et non pas qu'il servait le réseau de la santé.*»  
Eric Caire, CAQ



«*M. Barrette a rencontré un obstacle majeur: l'intégrité, le courage et le dévouement au service public de Jacques Turgeon.*»  
Amir Khadir, QS

## SEXISME

SUIITE DE LA PAGE 1

C'est le commis à la quincaillerie qui ne s'adresse qu'à monsieur. C'est le commentateur sur la coiffure d'une politicienne. C'est la parenté qui demande: «*Pis, as-tu un petit chum, là?*» C'est le mot « *salope*» que l'on entend encore pour décrire une femme qui a une sexualité active. Au bureau, les yeux levés au ciel quand madame parle. La tendance condescendante à se permettre auprès des filles un petit paternalisme qui n'aurait pas lieu d'être avec le collègue masculin.

La définition de sexisme ordinaire n'a pas changé non plus. «*C'est la banalisation d'attitudes, de comportements ou de réflexions misogynes. Il me semble que la forme la plus insidieuse qu'il prend, c'est l'idée que l'égalité entre les femmes et les hommes est déjà là et que le féminisme n'a plus raison d'être*», énonce Diane Lamoureux, professeure au Département de science politique de l'Université Laval.

«*Il est encore pertinent d'en parler, parce qu'au-delà de ce qui se voit encore en premier lieu, la publicité, les jouets, dans les métiers et les universités, le sexisme est ancré profondément dans notre société, le système en est totalement imprégné*», avance Isabelle Boisclair, professeure en études littéraires à l'Université de Sherbrooke et coauteure de *Mines de rien, chroniques insolentes*.

«*J'enseigne en sciences humaines et ce que je vois, en surface, c'est un milieu assez égalitaire. Beaucoup sont en couple et leurs valeurs fondamentales sont l'amitié et l'égalité... Mais j'aimerais les côtoyer encore après leur premier enfant, dit-elle. Contrairement aux rôles sociaux, les rôles parentaux se sont difficilement améliorés avec le temps, il y a un ancrage puissant qui demeure.*» M<sup>me</sup> Boisclair observe beaucoup de comportements qui reproduisent les vieux schémas. Lorsqu'une de ses amies prend congé de la maison pour une soirée ou un week-end, celle qui vit depuis 33 ans avec son amoureux entend souvent: «*C'est mon chum qui garde... Oui, mais ce sont ses enfants! Il ne les garde pas, il est seulement avec les enfants. Et elles doivent arrêter de voir ça comme un privilège. Privilège que les hommes s'octroient sans problème.*»

Pour plusieurs femmes, le sexisme ordinaire est vécu dans les espaces collectifs, comme la rue. Se rendre d'un point A à un point B peut amener son lot de commentaires sexuels, remarques blessantes, sifflements, attouchements ou autres marques d'envahissement de l'espace personnel. Peu de femmes n'ont jamais fait l'expérience de ces compliments déguisés.

L'automne dernier, une vidéo montrant l'expérience d'une jeune femme vêtue sobrement déambulant dans les rues de New York pendant une journée a fait grand bruit. Filmée par une caméra cachée pendant une dizaine d'heures, cette inconnue récolte des centaines de commentaires sexistes de la part des hommes qu'elle croise, qui lui suggèrent d'être souriante, commentent son apparence ou lui proposent carrément une relation sexuelle. Plus près de nous, on a vu la campagne *On t'watch!*, qui a éparpillé dans la ville des affiches recommandant aux hommes de tenir leurs commentaires à propos du physique des femmes croisées dans l'espace public pour eux seuls.

Becky Burns, codirectrice de l'organisation Montréal Hollaback!, vouée à l'anéantissement du harcèlement de rue, se désole que les victimes sont trop souvent celles qui ressentent une culpabilité. «*On se dit, j'aurais dû prendre un autre chemin, j'aurais dû répondre, dit-elle. Les harceleurs ne nous voient pas réellement comme des êtres humains à part entière. Ils ne considèrent pas qu'il y a une personne qui va recevoir ces mots et subir leurs conséquences dans sa vie ensuite.*» Le site Web de Hollaback Montréal! pullule d'histoires vécues venant de femmes de toutes sortes de milieux. Que ce soit sur la piste cyclable, dans le métro, au marché, en plein après-midi ou à la fermeture des bars, toutes les occasions semblent bonnes pour les harceleurs de rappeler aux femmes que leur physique détermine leur valeur.

## Une évolution, quelle évolution?

Pourtant, le mythe selon lequel il y a eu une évolution dans les pratiques quotidiennes chez les 20-30 ans est très tenace, dit Marie-Eve Surprenant, auteure de *Jeunes couples en quête d'égalité* (éditions Sisyph). «*À cause de la pression sociale et des contraintes, l'assignation tacite des femmes à la sphère domestique va encore de soi.*» Selon les résultats de son étude, peu arrivent à rompre avec les modèles traditionnels. Si pour plusieurs le partage des tâches se fait selon les goûts personnels — «*Il fait la cuisine,*

*elle fait le ménage... mais qui pense à faire l'épicerie?*» —, les couples se rendent difficilement compte qu'il n'y a pas de partage égalitaire d'office. M<sup>me</sup> Surprenant cible le travail invisible... qui ne plaît à personne.

«*Des politiques déjà discriminatoires vont seulement accentuer certains comportements iniques*», dit-elle. Prenons le cas du congé parental. «*Les jeunes sont conscients du non-choix. La personne qui le prend, qui aura 50% de son salaire, c'est souvent la personne qui gagne le moins... c'est-à-dire les femmes.*»

L'auteur insiste pour dire que le mythe de l'égalité atteinte règne en maître. «*Ce qui me fascine, c'est que souvent, les gens me disent: au moins, chez les jeunes, ça se passe mieux au sein des couples. Or, dans les portraits régionaux du Conseil du statut de la femme, la violence est prépondérante au sein de plusieurs couples! Je ne peux donc pas affirmer que les femmes ne subissent plus la domination. Leur quête d'égalité est même souvent amputée afin d'avoir un couple harmonieux.*»

Selon Viviane Namaste, professeure à l'Institut Simone-de-Beauvoir de l'Université Concordia, l'aspect pernicieux du message sexiste qui circule toujours se fait particulièrement sentir dans la perception de la prise de parole au féminin. «*Un des grands freins à l'égalité actuellement, c'est que, malheureusement, comme société, on accorde une crédibilité aux discours d'un homme, qu'on n'accorde pas de facto à celui d'une femme.*» La prise de parole d'une femme doit souvent être accompagnée d'une justification, alors que l'on accorde que rarement le même traitement à nos porte-parole masculins.

Et que proposer pour contrer ce sexisme dans la rue, dans la pub et à la maison? Les cours où il serait possible d'en parler ont été effacés du cursus scolaire. «*En fait, on ne devrait pas exiger seulement un cours d'éducation sexuelle, mais bien un cours d'éducation à l'égalité, parce que la sexualité n'est qu'un aspect de l'égalité!*», dit Marie-Eve Surprenant. «*Les cours de philosophie ne devraient pas se donner seulement au cégep obligatoirement, parce que moins on accède à une pensée critique, plus on reproduit les stéréotypes auxquels on est habitué plus jeunes. Et pour les femmes, si tu ne fais pas de travail sur toi, c'est évident que tu vas répondre aux attentes de la société qui veut te maintenir dans ton rôle social inégalitaire*», affirme Isabelle Boisclair.

Simone, chère Simone de Beauvoir, ne désespère pas de ce que tu viens d'apprendre. Comme tu l'as fait avant elles, des femmes refusent de se taire et de banaliser.

Le Devoir

## AIRBNB

SUIITE DE LA PAGE 1

une attestation de classification de la Corporation de l'industrie touristique (250\$). Elle est prête à payer les assurances et récolter la taxe d'hébergement.

Or un appel à la Ville de Québec lui révèle que ça ne sert à rien. «*Je serais bien contente d'avoir une taxe à payer puis de pouvoir fonctionner, mais on n'a même pas le droit à cause du zonage.*»

Pour louer des chambres ou un appartement, il faut avoir un permis de la Ville, et ce permis n'est donné qu'aux personnes qui résident dans un secteur dont le zonage permet les résidences de touristes. Il s'agit d'une variante du zonage commercial pour les gîtes touristiques. Dès lors, à moins d'habiter dans un quartier déjà touristique, il est pratiquement impossible d'utiliser Airbnb légalement.

Il faut donc oublier cela si on réside par exemple dans le quartier Limoilou à Québec, comme Sébastien Leduc. Jusqu'à tout récemment, il louait un cinq pièces et demie dans son immeuble. Avec sa salle de jeux, l'appartement était idéal pour une jeune famille et faisait fureur sur Airbnb. «*On le louait presque tout le temps*», dit-il. Les réservations filaient jusqu'à juillet.

Mais comme M<sup>me</sup> Pageau, il a reçu un avis d'infraction par courrier recommandé. «*On avait dix jours pour annuler toutes les réservations et enlever l'annonce. Ce qu'on a fait.*»

Après avoir appelé Tourisme Québec, il contacte la Ville. «*On n'a même pas le droit d'aller chercher le permis*», dit-il. «*La seule chose qui est possible, c'est pour des périodes de plus de 30 jours. On l'a remis sur Airbnb comme ça, mais ça ne marche pas.*»

M. Leduc avait entendu dire qu'il y avait des pourparlers à Tourisme Québec sur la place à donner à Airbnb sur le marché. Il espère qu'ils tourneront en sa faveur.

«*On avait l'intention de déclarer les revenus à l'impôt, on voulait qu'il soit réglementaire le plus possible. Si ça n'avait pas bloqué, on aurait fait le nécessaire*», dit-il.

## Peu à espérer de Tourisme Québec

Du côté du gouvernement, on se prépare à apporter des modifications à la Loi sur les établissements d'hébergement touristique pour faire face au phénomène et calmer les hôteliers qui crient à la concurrence déloyale. On veut faire en sorte que les mêmes règles s'appliquent à tous, qu'on opte pour Airbnb ou qu'on gère un gîte touristique. Tourisme Québec compte notamment proposer un mécanisme pour percevoir les taxes sur l'hébergement partout.

Au cabinet de la ministre du Tourisme, Dominique Vien, on nous indique que les travaux achèvent. «*Nous allons présenter un nouveau modèle d'affaires pour Tourisme Québec et le volet*» hébergement illégal «*va en faire partie*», explique son attachée de presse Cynthia Saint-Hilaire. «*Il va y avoir des décisions dans les semaines à venir.*»

Or, quoi qu'il arrive, ces décisions seront limitées par les pouvoirs des villes. «*Ce n'est pas dans notre intention d'aller à l'encontre des réglementations municipales*, poursuit-elle. *Les gens qui veulent faire ça, la première chose qu'ils doivent faire, c'est de regarder la réglementation municipale. C'est le premier geste qu'ils doivent poser. [...] Si le zonage ne le permet pas, ils ne peuvent pas se conformer.*»

Quant à ceux qui souhaitent faire changer le zonage de leur immeuble, c'est loin d'être une simple formalité. A Québec par exemple, il en coûte près de 5000\$ pour qu'une demande de modification de zonage soit analysée par la Ville, quel que soit le résultat. Tous les changements de zonage doivent aussi être soumis à un processus de consultation publique et être votés au conseil municipal.

À la Ville, on explique que le zonage permet de «*préserver la fonction résidentielle et la qualité de vie des résidents*», précise la porte-parole Mireille Plamondon. Dans le cas qui nous occupe, on «*protège ainsi les hôteliers qui payent des taxes à la Ville en fonction des services d'hébergement qu'ils offrent*».

Pendant ce temps, ceux qui utilisent Airbnb s'exposent aux dénonciations de leurs voisins et aux activités de dépistage de Tourisme Québec. Depuis novembre 2012, un total de 2477 personnes ont fait l'objet de vérifications pour différentes formes d'hôtellerie illégale.

Une grande part d'entre eux ont depuis retiré leur annonce (566) et presque autant ont ensuite fait une demande d'attestation (491). Un autre groupe de dossiers étaient en règle puisque les personnes avaient déjà une attestation (568), et 117 continuent d'exploiter leur commerce illégalement et sont «*en suivi continu*» avec Tourisme Québec. En tout, 22 dossiers ont été transférés au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Le Devoir

## Rectificatif

L'article «*Appel à la résistance*», publié dans *Le Devoir* du 6 mars, laissait entendre que la marche organisée dimanche à Montréal pour la Journée internationale des femmes est organisée par la Fédération des femmes du Québec et l'organisation de la Marche mondiale des femmes. Or la marche, dont le départ est prévu à 13 h à la place Norman-Bethune (métro Guy-Concordia), est organisée par le Comité 8 mars des femmes de diverses origines. Cet événement fait partie des activités de lancement national de la Marche mondiale des femmes. Nos excuses.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)